

Objectifs et contexte de la Fondation CJC France

Comme leurs partenaires québécois, les partenaires français du Centre Jacques Cartier (notamment les collectivités territoriales) avaient souhaité que leur contribution financière soit attribuée à une fondation, afin de garantir une meilleure transparence de la gouvernance d'ensemble.

Dans le droit français, la création d'une fondation reconnue d'utilité publique est une démarche lourde, qui nécessite en outre une immobilisation financière importante au titre de la dotation non consommable.

Il a donc été jugé préférable de s'orienter vers une fondation abritée (ou fondation sous égide) dont la création est moins coûteuse et plus rapide.

Dans un tel cadre, la fondation abritée n'a pas de personnalité morale, c'est une « business unit » de la Fondation reconnue d'utilité publique abritante, avec une comptabilité dédiée. Elle bénéficie, du point de vue juridique, de l'ensemble des droits et obligations des fondations reconnues d'utilité publique, sous le contrôle de la Fondation abritante. Elle est gérée par une gouvernance spécifique, selon des règles fixées par la « convention d'abri » qui tient lieu de « statuts » de la fondation abritée. N'ayant pas de personnalité juridique, elle n'a pas de Conseil d'administration, mais est pilotée par un « Comité exécutif » qui en tient lieu.

Pour la Fondation CJC France, il a paru naturel de choisir, comme Fondation abritante, la Fondation pour l'Université de Lyon dont l'objet est justement de soutenir les projets en lien avec la communauté universitaire lyonnaise.